

Recherches sociographiques



Jean-Paul LEFEBVRE, Jean FRANCOEUR, Pierre VADBONCOEUR
et Jean-Louis ROUX, *En grève! L'histoire de la C.S.N. et des
luttés menées par ses militants de 1937 à 1963*

Yves Martin

Volume 4, numéro 3, 1963

Un hommage à Léon Gérin 1863-1951

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055212ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055212ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, Y. (1963). Compte rendu de [Jean-Paul LEFEBVRE, Jean FRANCOEUR, Pierre VADBONCOEUR et Jean-Louis ROUX, *En grève! L'histoire de la C.S.N. et des luttés menées par ses militants de 1937 à 1963*]. *Recherches sociographiques*, 4(3), 375–377. <https://doi.org/10.7202/055212ar>

prospective ; 4. prévoir la capacité financière de lutte de l'autre camp ; et, 5. la capacité financière de lutte des travailleurs.

La recherche à laquelle s'est livré l'auteur le porte à croire que les syndicats pourraient répondre à ces questions bien qu'en fait ils décident le plus souvent d'une grève sans connaissance préalable. Cette conclusion s'appuie sur le fait que l'auteur n'a eu accès qu'à des documents publics ou accessibles au public. Il lui a été impossible de consulter aucune source confidentielle ou même strictement privée. Il n'a pas eu recours non plus à un appareillage complexe de techniques de cueillette.

C'est presque la chronologie de cette recherche avec tous ses avatars que J. Mehling développe dans son ouvrage. Plus de la moitié de chaque chapitre est consacrée à l'exposé des problèmes méthodologiques rencontrés et des façons de procéder. Les résultats, c'est-à-dire les réponses aux cinq questions citées plus haut, sont ensuite présentés puis résumés en quelques propositions simples.

D'une écriture sobre et précise, l'ouvrage se lit très bien et le but pédagogique est atteint. On regrette cependant d'avoir à attendre jusqu'à la fin la véritable problématique de l'auteur ; problématique qui est d'ailleurs exprimée de façon trop concise ou trop brève. Cette démarche serait justifiée au plan pédagogique si le modèle était induit de l'analyse du cas, mais comme en fait chacun des chapitres trouve sa justification dans cette position du problème, il y aurait avantage à la présenter dès le début et peut-être de façon plus extensive. À mesure que les différents éléments du cas seraient ensuite étudiés, ils prendraient une signification plus précise.

Il faut aussi regretter que l'auteur n'ait pas pu reconstituer davantage l'histoire des relations ouvrières qui ont précédé la grève. Comme J. Mehling le reconnaît lui-même, la grève n'est pas une crise isolée, c'est l'aboutissement d'une série de tactiques et d'évaluations mutuelles de la part des deux parties. Surtout si le modèle qu'on veut utiliser pour l'explication est un modèle tiré de la théorie des jeux, il devient essentiel de replacer la tactique-grève dans l'ensemble de la stratégie ou de la guerre froide.

Notons enfin que la grève étudiée est celle de Rouyn-Noranda en 1953. Sur ce point, l'auteur est vraiment trop « maïeutique » (cela frise le roman policier) ; il nous faut attendre jusqu'à la page 62 avant de savoir de quelle Grève, de quelle Ville, de quelle Compagnie il est question. Puisqu'en fait il n'y a pas possibilité de garder l'anonymat sur les parties en cause, pourquoi ne pas les identifier dès l'introduction au lieu de nous dire qu'il s'agira d'« une certaine grève » ?

Gérald FORTIN

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*

Jean-Paul LEFEBVRE, Jean FRANÇEUR, Pierre VADBONCŒUR, Jean-Louis ROUX, *En grève ! L'histoire de la C. S. N. et des luttes menées par ses militants de 1937 à 1963*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1963, 280 p.

Par bribes, l'histoire du travail et du mouvement ouvrier au Canada français commence à se reconstituer. Avant de lire des œuvres d'ensemble, il faudra sans doute patienter longtemps, parce que les phénomènes à étudier sont presque contemporains, parce que les travaux entrepris restent l'initiative de chercheurs isolés, mais surtout parce qu'aucun effort n'a encore été tenté pour rassembler et ordonner la documentation nécessaire et, en particulier, pour récupérer ce qui n'est pas définitivement perdu parmi les fonds dispersés des archives syndicales.

Ce n'est pas sans raison qu'on s'est principalement attaché, jusqu'à présent, à l'étude de l'évolution et de l'action de la Confédération des syndicats nationaux (ou de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, selon le nom qu'a porté cette centrale

depuis la date de la fondation, 1921, jusqu'à 1960) : à la fois par ses caractéristiques sociologiques et par ses traits proprement syndicaux, celle-ci constitue un mouvement original dans le contexte nord-américain, en même temps qu'elle est l'une des institutions les plus importantes de la société québécoise. Parmi les matériaux existants, on compte maintenant une thèse de doctorat récemment présentée à l'Institut d'histoire de l'Université Laval, par Michel Têtu, sur les origines du syndicalisme catholique dans le Québec ; on doit aussi rappeler l'ouvrage collectif publié sur la grève d'Asbestos (1949) qui a marqué un tournant décisif dans l'évolution syndicale et même dans l'évolution sociale au Québec (Pierre-Elliott TRUDEAU *et al.*, *La grève de l'amiante*, Montréal, Éditions de Cité libre, 1956, 430 p.). *En grève!* n'appartient pas à la même catégorie de travaux ; ainsi que l'explique dans la préface M. Jean Marchand, président de la centrale syndicale, les auteurs visent avant tout à faire œuvre d'éducation populaire auprès d'une population qui entretient encore les préjugés classiques au sujet des grèves ouvrières. Le dossier qu'ils ont réuni pourra aussi servir d'autres fins, et c'est la raison pour laquelle il y a lieu de le signaler ici aux chercheurs.

Précisons que le sous-titre du livre décrit imparfaitement son contenu. On n'y trouvera pas « l'histoire de la C.S.N. et des luttes menées par ses militants de 1937 à 1963 », mais quelques éléments seulement de cette histoire. L'ouvrage contient des chroniques décrivant, du point de vue syndical, cinq conflits particuliers : I. « Les grèves du textile, 1937 » (Jean-Paul Lefebvre) ; II. « Sorel : les troubles de 1937 » (Jean Francœur) ; III. « Histoire de la grève chez Dupuis Frères », 1952 (Pierre Vadboncoeur) ; IV. « Louiseville (1952) » (Jean-Paul Lefebvre) ; V. « Radio-Canada, 1959 » (Jean-Louis Roux).

Cinq « cas », cinq situations très diverses. Les grèves du textile opposent simultanément, en 1937-1938, les ouvriers de plusieurs filatures (Montréal, Valleyfield, Montmorency, etc.) à la puissante Dominion Textile. Jouissant de l'appui bienveillant des autorités provinciales, tirant profit de la présence d'une main-d'œuvre abondante et docile, cette société (à la direction de laquelle les Canadiens français n'avaient évidemment aucune part) représente parfaitement à l'époque le type d'entreprise qui a dominé au cours de la première phase d'industrialisation du Québec. À l'aide du rapport de la Commission d'enquête sur l'industrie du textile (Commission Turgeon), Jean-Paul Lefebvre évoque les dures conditions de travail des ouvriers des filatures, il rappelle les incidents les plus marquants des grèves, il insiste sur les prises de position anti-syndicales du premier gouvernement Duplessis, mais il ne nous montre pas assez, à notre avis, l'influence de ce conflit majeur sur l'évolution du syndicalisme au Québec et, plus profondément, le rôle qu'il a pu jouer dans l'éveil de la conscience ouvrière en milieu canadien-français.

Les grèves de Sorel se déroulent, à la même date, dans un contexte différent. Les ouvriers luttent aussi pour la reconnaissance syndicale, mais leurs principaux adversaires sont des capitalistes canadiens-français de fraîche date, les frères Simard dont les chantiers maritimes assureront la fortune au cours de la guerre de 1939-1945. Les grévistes trouvent leur inspirateur et leur principal allié chez leur curé, le futur évêque de Sherbrooke, M^{gr} Desranleau : cet événement marque sans doute le début d'une transformation significative dans les attitudes d'une partie du clergé de la province. On retrouve ici encore la politique, mais cette fois elle est à l'origine même du conflit, puisque ce à quoi doivent d'abord s'attaquer les syndiqués c'est à un système d'emploi basé sur le patronage politique. Les grèves de Sorel se sont soldées par un échec syndical, mais, comme le souligne Jean Francœur au terme de son vivant récit, elles ont sûrement contribué à rendre plus agressive et plus ferme l'action revendicatrice de la C. T. C. C. : « Qu'il suffise de mentionner que de 1915 à 1936, 507 grèves se sont déclarées dans la seule province de Québec, affectant plus de 155,000 travailleurs ; de ce nombre, 9 seulement ont été faites par des syndicats catholiques touchant quelque 4,300 ouvriers. Si l'on tient compte du fait que les effectifs des syndicats catholiques du Québec, à la fin de 1936, comptaient près de la moitié des tra-

vaillieurs syndiqués (45,000 sur un total d'environ 100,000), il faut bien admettre que la grève était presque complètement hors des perspectives d'action de cette centrale syndicale » (p. 93-94).

L'orientation de l'action de la C. T. C. C. était tout autre au lendemain de la grève de l'amiante. Selon Pierre Vadbonœur, la grève de 1952 chez Dupuis Frères, le grand magasin canadien-français de Montréal, démontrait que, désormais, « le réflexe syndical des gens de la C. T. C. C. était bon . . . Il fallait que ce réflexe fût excellent pour qu'une centrale catholique et presque exclusivement canadienne-française . . . s'engageât dans une action particulièrement agressive contre une maison considérée par tous et en particulier par l'opinion bien-pensante comme une institution nationale » (p. 127). Après un an et demi de lutte, les choses étaient remises « à leur vraie place » par la victoire syndicale : les conditions de travail chez Dupuis Frères, avant la grève, fournissaient une illustration bien concrète de situations liées à ce qu'on avait alors commencé à dénoncer comme une confusion entre « le national » et « le social ».

La C. T. C. C. a connu sa première défaite importante en plusieurs années à l'occasion du violent conflit qui a opposé durant onze mois, en 1952-1953, le syndicat de Louiseville et l'Associated Textiles — appuyée assez ouvertement par le premier ministre Duplessis. La signification de ce conflit et de cette défaite, pour le mouvement syndical, reste ambiguë. Après avoir envisagé d'avoir recours à la grève générale pour appuyer les tisserands de Louiseville, la C. T. C. C. renonça à ce projet qui eût risqué d'entraîner « une lutte à finir entre le mouvement syndical et le gouvernement provincial » (p. 133). Le dossier rassemblé par Jean-Paul Lefebvre ne nous éclaire pas sur les raisons qui ont amené les dirigeants de la centrale à ne pas s'engager dans cette « lutte à finir ».

La grève des réalisateurs de Radio-Canada est encore toute proche de nous. On en connaît l'enjeu et la portée. À cette occasion, c'est le problème du syndicalisme de cadres qui se trouvait posé pour la première fois devant l'opinion publique canadienne. L'historique de ce conflit occupe le tiers du volume ; il était sans doute difficile à un participant d'opérer un choix parmi les événements, mais ce participant, homme de théâtre, raconte bien : on le lit avec un intérêt soutenu. Les implications sociologiques de cet épisode syndical sont encore difficiles à discerner. Des artistes et des intellectuels ont pris conscience, à cette occasion, des dimensions véritables et des exigences du syndicalisme ouvrier. La participation à une grève impliquait, chez plusieurs membres du groupe, une transformation significative de leurs attitudes ; Jean-Louis Roux rappelle que, quelques années auparavant, des artistes n'avaient pas hésité à traverser des lignes de piquetage. S'agit-il d'un résultat durable du conflit ? On ne saurait en être assuré, mais il y a lieu de souligner l'engagement politique plus profond par la suite d'un bon nombre des participants.

Yves MARTIN

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*

Une semaine de télévision, Montréal, Institut canadien d'éducation des adultes, novembre 1963, 153 p. miméo.

L'Institut canadien d'éducation des adultes présente, dans ce document, les résultats d'une étude comparative des émissions réalisées par quatre postes de télévision du Québec durant la semaine du 18 au 24 novembre 1962. S'appuyant sur des données tirées des registres officiels des postes étudiés, les responsables de l'enquête ont analysé l'emploi du temps de mise en onde par rapport aux trois fonctions sociales que la télévision prétend assumer : divertir, informer, éduquer, compte tenu des deux grands publics à satisfaire : celui des adultes et celui des enfants et adolescents. Ces trois fonctions servent de cri-